



FBD/REP/F

# Rapport Annuel

sur les travaux du  
Centre international de  
déminage humanitaire  
Genève

## 2003

## **TABLE DES MATIERES**

<b>Introduction</b>	3
<b>Présentation générale</b>	6
<b>Soutien opérationnel</b>	6
Gestion de l'information	6
Système de gestion de l'information pour l'action antimines (IMSMA)	6
Centres régionaux de soutien (RSC)	8
Formation et mise en œuvre de la gestion de l'information	9
Projets relatifs au maXML	10
Normalisation	11
Normes internationales de lutte contre les mines (IMAS)	11
Diffusion d'informations techniques	12
Soutien technique et formation	13
Chiens détecteurs de mines (MDD)	13
Facteurs socio-économiques et sensibilisation aux dangers des mines	15
Application technologique	16
Activités de conseil	16
Evaluation	16
Déploiements	17
Informations générales	17
Réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage humanitaire	17
<b>Activités de recherche</b>	18
Déminage	18
Chiens détecteurs de mines (MDD)	19
Facteurs socio-économiques et sensibilisation aux dangers des mines	20
Evaluation	20
<b>Soutien des instruments du droit international</b>	20
Unité d'appui à l'application de la Convention	21
Centre de documentation	21
Soutien pour le programme de travail intersession	22
Programme de parrainage	22
Travail dans le cadre de la CCW	22
<b>Direction et organisation</b>	23
Conseil de fondation	23
Conseil consultatif	23
Accords sur le statut et sur la coopération	24
Organisation interne	24
<b>Aperçu financier</b>	24
Budget général	24
Fonds du Programme de parrainage	25
Fonds d'affectation spécial de l'Unité d'appui à l'application de la Convention	25
Vérification externe des comptes	25
Liste des abréviations	26
Liste des publications disponibles	27

## INTRODUCTION

2003 a été la première année placée sous la deuxième stratégie 2003 – 2005, adoptée par le Conseil de Fondation à la fin 2002. La nouvelle stratégie ne prévoit pas de changements fondamentaux, mais accorde une importance particulière à l'assistance opérationnelle. De ce fait, le nombre des activités du Centre en dehors de Genève a augmenté au cours de l'année 2003. Le CIDHG a développé ses efforts dans le domaine de l'assistance opérationnelle, comprenant la gestion de l'information pour l'action antimines, a procédé à l'ouverture de trois nouveaux centres régionaux de soutien (Regional Support Centres, RSC), a effectué un grand nombre de missions d'évaluation et de soutien technique et a poursuivi ses activités de recherche orientées sur l'application. De plus, le CIDHG a soutenu le travail des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel comme l'année précédente.

Dans le travail accompli par le Centre, le système de gestion de l'information dans la lutte contre les mines (Information Management System for Mine Action, IMSMA) ainsi que le travail effectué dans le domaine des normes internationales de lutte contre les mines (International Mine Action Standards, IMAS) restent des éléments importants. Ces deux instruments ont un impact significatif, quoique parfois sous-estimé, sur l'efficacité et le bon fonctionnement des activités d'action antimines. Ils permettent tant aux individus qu'aux organisations de pouvoir échanger des informations et leur savoir-faire le plus efficacement possible et d'être en mesure de collaborer les uns avec les autres.

A l'heure actuelle, IMSMA constitue l'outil standard permettant de recueillir, de conserver et de diffuser des données relatives à des opérations d'action antimines. Ce système est utilisé par des centaines de personnes dans le monde. Tout au long de l'année 2003, des activités de formation se sont développées et le soutien destiné aux utilisateurs sur le terrain a pris de l'ampleur. Actuellement, le défi majeur consiste à améliorer l'incorporation d'IMSMA au sein des opérations d'action antimines et pouvoir faire en sorte que ce système exploite son plein potentiel. Le développement du logiciel est poursuivi tout comme le travail relatif à un système de recueil des données techniques en collaboration avec SWEDEC (Swedish EOD and Demining Centre).

Les IMAS constituent un point de référence dans la plupart des domaines relatifs à l'action antimines y inclus les contrats, la formation, la planification, le contrôle de qualité et l'évaluation. La responsabilité générale des IMAS incombe aux Nations Unies. Le rôle du CIDHG est de préparer les IMAS et de conduire un programme de mise en œuvre. Après la réalisation des activités correspondantes, l'attention est maintenant portée sur le soutien aux pays affectés par la présence de mines sur leur territoire en sélectionnant et adaptant les normes à leur situation particulière.

L'un des avantages offerts des IMAS est le fait qu'ils facilitent l'élaboration d'un processus systématique et probant sur les expériences vécues. Le travail du CIDHG relatif aux IMAS en fait le dépositaire du savoir-faire en matière d'action antimines. Ce rôle sera renforcé après l'introduction en 2004 d'une méthodologie d'évaluation en cours de développement, et après le retour d'information qu'elle va générer.

Tant IMSMA que les IMAS jouent un rôle important dans le domaine des opérations de maintien de la paix. Le succès au cours de telles missions dépend

principalement de deux facteurs: (1) l'interopérabilité des différents acteurs impliqués et (2) la capacité de gérer la transition de la phase de conflit à celle d'après conflit. Le 13 novembre, j'ai eu l'opportunité de présenter ce point au Conseil de Sécurité des Nations Unies en prenant la parole après M. Jean-Marie Guéhenno, le Sous-Secrétaire-Général pour les opérations de maintien de la paix.

Dans le domaine de la technologie, le CIDHG est convaincu qu'une meilleure utilisation et adaptation des technologies existantes réduiraient les coûts et accroîtraient la rapidité des opérations. En 2003, le poste de responsable technologique a été créé avec pour tâche d'identifier les technologies potentielles applicables dans les opérations de déminage et de soutenir des programmes par l'introduction de ces technologies. De plus, le Centre croit au potentiel des chiens pour la détection de mines terrestres et a poursuivi ses missions d'assistance opérationnelle et de recherche dans ce domaine.

Au début de 2003, la deuxième édition du catalogue de l'équipement mécanique de déminage a été publiée. Pour la première fois, le CIDHG a également publié un catalogue traitant des détecteurs de métaux. Ces deux ouvrages sont largement utilisés par les praticiens.

La publication du « Guide de la lutte antimines » a été particulièrement bien accueillie. Ce guide offre un aperçu sur tous les aspects de la lutte antimines pour les praticiens, les diplomates, les chercheurs et toutes autres personnes intéressées par la lutte antimines. Vu la forte demande, l'ouvrage a dû être réimprimé peu de temps après sa publication. Des éditions en arabe, espagnol, français et russe seront disponibles en 2004.

La recherche continue de constituer une activité importante du Centre. Les activités principales couvrent le déminage en général, comprenant les chiens détecteurs de mines, le déminage mécanique et le déminage manuel. L'étude sur le rôle de l'armée dans la lutte antimines, qui a été demandée par UNMAS, a éveillé un intérêt particulier au sein de la communauté d'action antimines.

En 2003, les services de l'Unité d'appui à l'application de la Convention ont été abondamment utilisés par les Présidents de l'Assemblée des États parties et les Coprésidents, ainsi que par le Président désigné et le pays d'accueil de la 1<sup>ère</sup> Conférence d'examen. La préparation des réunions des Comités permanents, le soutien pour les conférences régionales et la fonction de point central pour la Convention ont continué de former les activités centrales de l'Unité. De plus, le CIDHG a poursuivi sa fonction d'administration du Programme de parrainage pour le compte du Groupe de donateurs.

Dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW), le CIDHG a fourni des contributions techniques, des documents de travail ainsi que d'autres contributions. Suite à la conclusion d'un protocole sur les débris explosifs de guerre (Explosive Remnants of War, ERW) à la fin 2003, le travail prendra une nouvelle dimension et demandera probablement une contribution technique moins intensive.

La signature d'un accord relatif à son statut conclu avec le Gouvernement suisse en février 2003 a constitué un pas important dans la vie du CIDHG. Cet accord souligne l'indépendance du Centre vis-à-vis des autorités helvétiques et accorde l'immunité aux employés du Centre ainsi que l'inviolabilité de ses ar-

chives. Cet accord peut également être considéré comme étant une reconnaissance du rôle du Centre étant donné qu'un tel statut est rarement accordé à des institutions régies par le droit privé suisse.

Alors qu'il n'est pas toujours aisé de trouver le financement destiné à des tâches ou projets spécifiques, le CIDHG repose sur une base financière solide.

Pour conclure, la mise en œuvre de la Stratégie 2003-2005 est en très bonne voie. Les programmes et projets de travail sont en place et les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs sont disponibles.

Genève, le 4 mars 2004

Amb. Martin Dahinden  
Directeur

## PRESENTATION GENERALE

1. En mettant en œuvre la Stratégie 2003 – 2005 adoptée par le Conseil de Fondation à la fin 2002, le Centre s'est concentré sur les activités de soutien opérationnel, comprenant la gestion de l'information pour l'action antimines et les missions d'évaluation et de soutien technique. En outre, une série d'activités de recherche a été mise en place. Enfin, il continue son rôle de soutien consistant à faciliter le travail des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

## SOUTIEN OPERATIONNEL

2. Le CIDHG œuvre pour un monde exempt de mines anti-personnel terrestres et pour la réduction de l'impact des débris de guerre sur l'humanité en mettant à disposition un soutien opérationnel, en créant et en partageant des connaissances et en soutenant les instruments du droit international. Toutefois, une activité prépondérante consiste à offrir un soutien opérationnel spécifique et une assistance aux activités et programmes d'action antimines en cours tout comme à ceux gérés par les Nations Unies.

3. Le Centre est actif dans les domaines de la gestion de l'information, de normalisation, de l'offre en matière d'assistance technique et de formation, d'évaluation et de facilitation en matière d'échange d'informations en fournissant des plates-formes de discussions telle que la Réunion annuelle des directeurs et conseillers de programmes antimines.

## GESTION DE L'INFORMATION

### *SYSTEME DE GESTION DE L'INFORMATION POUR L'ACTION ANTIMINES (IMSMA)*

4. L'un des problèmes clé du déminage humanitaire est le manque d'informations précises sur les régions minées. Ainsi, la gestion de l'information demeure un élément clé tout au long du processus de déminage. Dans le but de faciliter la récolte et le traitement des informations pertinentes, le CIDHG met à disposition le Système de gestion de l'information dans la lutte contre les mines (IMSMA, Information Management System for Mine Action). Utilisant l'informatique courante, IMSMA couvre la collecte d'informations, l'enregistrement de données, l'établissement de cartes et les besoins d'analyse des centres d'action antimines sur le terrain. En outre, il facilite l'établissement de priorités pour les futures activités de déminage, l'allocation des ressources pour la sensibilisation aux risques présentés par les mines, etc. Le projet IMSMA est mené par le CIDHG en étroite coopération avec l'École polytechnique fédérale de Zurich, les Nations Unies et les utilisateurs sur le terrain.

5. Au cours de la période considérée, le Centre a procédé à de **nouvelles installations d'IMSMA** en Bosnie-Herzégovine (soutien pour l'étude nationale sur l'impact des mines terrestres), au Cambodge (pour le CMAA, Cambodian Mine Action Authority), au Chili (pour l'Unité d'action antimines nouvellement constituée au sein du Ministère de la Défense), au Costa Rica (au bureau OEA de Managua pour soutenir le traitement des informations disponibles relatives aux opérations de déminage réalisées récemment), et en qualité de soutien en vue d'opérations prévues à Chypre, en Guinée-Bissau, en Iraq, ainsi que pour la

Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental (MINURSO).

6. Au 31 décembre 2003, IMSMA était installé dans 36 programmes de terrain menés dans le monde. D'autres versions sont utilisées dans divers lieux de formation en France, en Suisse, au Royaume Uni et aux États-Unis.

7. **Les versions améliorées d'IMSMA**, se basant sur la version 3.0 du logiciel IMSMA, sont conduites sur la requête des programmes de terrain. Pendant la période examinée, des améliorations du système ont été accomplies en Afghanistan, en Albanie, en Azerbaïdjan, en Colombie, au Congo (RDC), en Équateur, en Érythrée, en Éthiopie, au Guatemala, au Kosovo, au Mozambique, au Nicaragua, au Pérou et au Sri Lanka. En comptant les nouveaux systèmes installés au cours de 2003, plus de 80 % de toutes les installations IMSMA utilisent actuellement la version 3.0.

8. Pour répondre au conflit iraquien, l'équipe responsable du projet IMSMA a développé un nouveau outil, le « **IMSMA Emergency Survey Tool** ». La nécessité de créer un tel instrument est le résultat d'une révision de la réponse en matière d'action antimines fournie au Kosovo. L'outil a été créé pour recueillir un large éventail de données qui peuvent être utilisées dans les premiers temps d'une situation d'après conflit dans le but d'identifier les régions et les tâches bénéficiant de la plus grande priorité et d'établir une vue d'ensemble. Le questionnaire et le format de l'étude ont été développés par le biais d'une collaboration réunissant certains membres du groupe de travail « Survey Working Group », comprenant UNMAS, UNOPS ainsi que le SAC (Survey Action Center). Cet instrument a été créé pour une utilisation spécifique en Iraq et contient des cartes répondant à la situation actuelle. Le projet a été mené à bien et les données récoltées seront intégrées dans IMSMA existant afin de soutenir les opérations en Iraq.

9. Le financement relatif au développement, à l'installation et la mise à jour du logiciel IMSMA est pris en charge par le Gouvernement suisse.

10. **Les traductions** pour le logiciel IMSMA et les manuels d'utilisateurs ont été réalisés en espagnol, en français, en portugais et en russe. L'intégration de la traduction russe dans le logiciel IMSMA sera réalisée dans le cadre des travaux de développement en vue de la sortie de la nouvelle version d'IMSMA. Le financement relatif aux traductions est pris en charge par la Suisse et le Royaume-Uni.

**Au 31 décembre 2003, l'IMSMA était installé dans les 36 programmes suivants:**

Afrique

Congo (RDC), Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, MI-NEE (ZTS), Mozambique, Rwanda, Sahara Occidental (MINURSO), Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tchad, Zambie.

Amériques

Chili, Colombie, Costa Rica (par OEA), Équateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou.

Asie

Afghanistan, Azerbaïdjan, Cambodge, Sri Lanka, Thaïlande.

Europe

Albanie, Bosnie-Herzégovine (étude nationale sur l'impact), Chypre (UNFICYP), Estonie, Kosovo, Macédoine, Ossétie du nord (Fédération russe).

Moyen Orient

Iraq, Liban (OND et FINUL), Yémen.

Versions de formation

France, Suisse, Royaume-Uni, États-Unis.

## CENTRES REGIONAUX DE SOUTIEN (RSC)

11. La tâche première d'un Centre régional de soutien (RSC, Regional Support Centre) est l'offre d'aide en gestion de l'information, comprenant les examens des procédures, l'échange d'informations, la communication, les stratégies de gestion de l'information ainsi que le développement des produits. En outre, les RSC proposent d'offrir un soutien à l'utilisateur de premier niveau dont la formation sur place, des conseils techniques et l'entretien aux utilisateurs d'IMSMA dans une région donnée. De plus, ils organisent des réunions et des cours de formation à l'intention des utilisateurs régionaux. Enfin, ils facilitent les contacts entre les pays intéressés et le CIDHG. Les RSC comptent une personne par région.

12. A côté du travail de routine relatif aux tâches ci-dessus, le **RSC Amérique latine** a mené ou soutenu les activités suivantes durant la période examinée:

- a) Procédé à une appréciation de la gestion de l'information en Équateur, suivie par plusieurs visites de soutien au cours desquelles le système a été amélioré et un soutien relatif à la récolte des données et aux instruments de transmission des informations a été apporté;
- b) Soutenu les sections financières et administratives du programme mis en place au Nicaragua dans le but de faciliter l'intégration de la gestion de l'information dans les sections opérationnelles. En outre, un soutien a été apporté dans le but de définir le programme pour la formation en gestion de l'information destinée aux responsables militaires en Amérique Centrale et du Sud;
- c) Apporté de l'aide au Gouvernement péruvien et au département de gestion de l'information OEA (Organisation des États Américains) au Pérou;
- d) Apporté de l'aide au Chili dans le but de développer des directives nationales en gestion de l'information ainsi que de passer en revue les normes et le soutien technique;
- e) Apporté son soutien dans le but de se concentrer sur le rôle des institutions en Colombie, sur la récolte des données et procédé de gestion, comprenant la mise sur pied de nouveaux instruments de communication des informations et de formulaires destinés à la récolte des données.

### **Domaine de responsabilité des Centres régionaux de soutien (RSC):**

#### RSC Amérique latine

(Fondé en janvier 2002 à Managua, Nicaragua)  
Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Équateur, Guatemala, Nicaragua, Pérou.  
Contacts privilégiés avec les États-Unis et OEA.

#### RSC Europe/Asie Centrale

(Fondé en janvier 2003 à Genève)  
Afghanistan, Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, Fédération russe, Kosovo, Macédoine, Serbie et Monténégro, Tadjikistan et Ukraine.  
Contacts privilégiés avec le Fonds fiduciaire international (ITF, International Trust Fund) et SEEMACC (South-East Europe Mine Action Co-ordination Council).

#### RSC Afrique

(Fondé en avril 2003 à Addis Abeba, Éthiopie)  
Afrique du Sud, Angola, Congo (RDC), Érythrée, Éthiopie, Guinée-Bissau, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Sierra Leone, Tchad et Zambie.  
Contacts privilégiés avec l'Union Africaine (UA).

#### RSC Afrique du Nord/Moyen Orient

(Fondé en septembre 2003 à Beyrouth, Liban)  
Iran, Irak, Jordanie, Kuwait, Liban, Pakistan, Sahara Occidental, Somalie, Soudan et Yémen.  
Contacts privilégiés avec l'Union Africaine (UA).

13. En plus de ses activités de routine, le **RSC Europe/Asie centrale** a mené les activités suivantes au cours de la période examinée:

- a) Un cours de formation organisé conjointement avec AMAE (Albanian Mine Action Executive) avec pour but d'aider les centres d'action anti-mines des régions des Balkans en préparant l'utilisation de la version 3.0. Neuf participants au total émanant du AMAE, de Handicap International (projet « Bosnia and Herzegovina National Impact Survey ») et du KPCC (Kosovo Civil Protection Corps) ont assisté à ce cours;
- b) Missions d'inspection en Serbie et au Monténégro ainsi qu'au Tadjikistan;
- c) Un cours de formation, organisé conjointement avec ANAMA (Azerbaijan National Agency for Mine Action), avec pour but d'aider à l'utilisation de la version 3.0. Les participants comprenaient des membres ANAMA en charge des opérations et de la technologie d'information ainsi que l'administrateur de la banque de données du programme d'action antimines de la Serbie et du Monténégro.

14. Le **RSC Afrique** a commencé ses activités en avril alors que le **RSC Afrique du Nord/Moyen Orient** est devenu opérationnel en septembre. Les deux RSC ont pris contact avec et/ou rendu visite à tous les pays sous leur responsabilité et ont apporté aide et soutien comme dicté par leur cahier des charges.

15. Le Cambodge, le Sri Lanka et la Thaïlande sont actuellement sous la responsabilité du bureau CIDHG à Genève. Un RSC supplémentaire couvrant le sud-est et l'Asie de l'est pourrait voir le jour après qu'un financement adéquat soit assuré.

16. Le Gouvernement suisse assure le financement des RSC et du soutien et de l'aide aux utilisateurs IMSMA dans les pays affectés par la présence de mines sur leur territoire. Le Gouvernement britannique a financé une partie de l'équipement RSC.

#### *FORMATION ET MISE EN ŒUVRE DE LA GESTION DE L'INFORMATION*

17. Le GICHD a organisé un **séminaire sur la gestion de l'information aux Amériques**, qui a eu lieu à Antigua, au Guatemala, en janvier 2003. Un total de 36 participants de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, de El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, de Panama, du Pérou et des États-Unis ainsi que des représentants de l'UNICEF, de OEA, du CICR et de MARMINCA (Misión de Asistencia para la Remoción de Minas en Centro América) ont participé à ce séminaire. Une courte publication intitulée « Working Notes for Information Management in Mine Action » a été distribuée en anglais et en espagnol. Ce séminaire a été financé par le Département d'État américain.

18. Au début du mois de mai, le CIDHG a réalisé le « **Cours d'introduction sur le système de gestion de l'information de l'action antimines** » offert par le Gouvernement suisse dans le cadre du Partenariat pour la Paix (PpP) de l'OTAN. Ce cours s'est concentré sur les principaux concepts réunis dans la gestion de l'information ainsi que l'utilisation d'IMSMA en tant qu'instrument de gestion de l'information. Neuf participants provenant de l'Autriche, d'Azerbaïdjan, de la

Bulgarie, du Danemark, de la Finlande, du Kosovo et de la Lettonie ont reçu une formation adéquate au cours de ces cinq jours.

19. En juillet, le CIDHG a organisé pour la première fois le « **IMSMA Summer Workshop** ». Dans un premier temps, ce workshop s'est concentré sur le développement de IMSMA et des programmes et systèmes qui y sont rattachés. La deuxième phase a regroupé des personnes travaillant sur des systèmes d'information géographique (geographical information systems, GIS) dans différents programmes de terrain. Ceci dans un effort d'échanger des informations et de présenter les découvertes et les développements les plus récents sur le terrain et pertinents pour l'action antimines.

20. Un nouveau cours intitulé « **Incorporation of IMSMA into Peace Support Operations** » a eu lieu à Genève entre le 22 septembre et le 3 octobre. Ceci a constitué le premier cours ayant pour but de former les praticiens militaires impliqués dans la protection des forces et/ou les actions civilo-militaires (civil-military activities, CIMIC), dans le cadre d'actions EOD ou de déminage humanitaire au sein d'opérations de soutien de la paix (Peace Support Operations, PSO), sur la façon d'intégrer IMSMA dans ces opérations. Ce cours a été organisé et financé conjointement par le Département militaire fédéral et le CIDHG ; il fait partie intégrante du Partenariat pour la Paix.

21. Au début du mois d'octobre, le CIDHG a offert une formation pour les employés du programme antimines des Nations Unies au nord de l'Irak. Ce cours avait pour but de "former le formateur", mais proposait un élément supplémentaire qui comprenait une vérification des transferts de données pour permettre aux employés iraqiens de se familiariser avec et d'assurer la qualité des données qui ont été transférées de la banque de données du nord de l'Iraq à IMSMA plus tôt dans l'année. Ce cours a mis l'accent sur la formation des employés-formateurs relativement au système IMSMA et sur des aptitudes de formation qui leur permettront ensuite de former à leur tour des employés sur place.

22. Une adresse e-mail ([imsma@gichd.ch](mailto:imsma@gichd.ch)) a été créée constituant le **premier point de contact** pour les programmes de terrain requérant une aide technique ainsi que l'utilisation de IMSMA. Cette action met un terme au transfert de la responsabilité relative au soutien de premier niveau sur le terrain de l'École polytechnique fédérale à l'équipe IMSMA de Genève.

#### *PROJETS RELATIFS AU MAXML*

23. Le **projet XML** offre la base pour un échange de données clairement défini et facile à comprendre entre les membres de la communauté d'action antimines, les autres parties intéressées et des domaines extérieurs à l'action antimines. La première étape de ce projet a été réalisée en janvier 2003 avec la publication de la première version du cahier des charges maXML. Celle-ci est maintenant entrée dans une phase pilote (voir ci-dessous).

24. Le **projet pilote XML** a soutenu les travaux en cours en vue de l'harmonisation des données d'action antimines en Europe du Sud-Est par le biais de l'application pratique du cahier des charges maXML mentionné ci-dessus. Le projet a développé un instrument d'importation/d'exportation basé sur le cahier des charges maXML. Le travail a été achevé en décembre avec

l'installation du « maXML Workbench Tool » en Albanie, en Bosnie Herzégovine, et sur toutes les installations IMSMA en Europe du Sud-Est. Tous les transferts de données entre les programmes d'action antimines impliqués dans le projet d'harmonisation des données en Europe du Sud-Est sont actuellement réalisés grâce à l'utilisation de cet instrument. Ceci conclut le travail sur le projet pilote qui a été financé par le Fonds Fiduciaire International (International Trust Fund, ITF).

25. Dans un effort supplémentaire d'application des concepts maXML sur le terrain, le Centre a étendu sa coopération avec le projet « Explosive Ordnance Disposal Information System (EOD-IS) » de SWEDEC. Les équipes IMSMA et EOD-IS œuvrent pour le développement et le test d'une capacité de récolte de données techniques basée sur l'utilisation d'ordinateurs portables sur le terrain. Le concept exige le transfert électronique des données récoltées sur le terrain directement à IMSMA pour validation et intégration dans les banques de données nationales respectives, utilisant le cahier des charges maXML. Le développement du dispositif portable et le logiciel servant à la récolte des données sur le terrain est financé par SWEDEC. Le CIDHG finance le travail permettant le transfert des données récoltées directement dans la banque de donnée d'IMSMA par le budget de développement mis à disposition par les gouvernements suisse et britannique. Actuellement, les préparations finales en vue du commencement des tests de la récolte des données par le biais du dispositif portable et le processus de transfert des données sont en cours. La période de test sera utilisée pour déterminer l'efficacité et la durabilité du système sur le terrain.

## NORMALISATION

### *NORMES INTERNATIONALES DE LUTTE CONTRE LES MINES (IMAS)*

26. Les normes internationales de lutte contre les mines (International Mine Action Standards, IMAS) sont mises en place par le CIDHG qui est mandaté par UNMAS. Les IMAS fournissent aux praticiens un cadre mis à jour et révisé de prescriptions techniques et de procédures pour une action antimines sûre et efficace. Au total, 27 IMAS ont été approuvées par le comité compétent des Nations Unies à ce jour.

27. Le travail a continué en vue du **développement de nouveaux IMAS**. Six normes supplémentaires sont actuellement en cours d'élaboration:

- a) IMAS sur les contrats;
- b) IMAS sur la formation;
- c) IMAS sur la gestion de l'information;
- d) IMAS sur l'évaluation;
- e) IMAS sur l'établissement d'un programme national;
- f) IMAS sur l'équipement mécanique.

Les IMAS sur la sensibilisation aux dangers des mines ont été approuvées par le Conseil de révision des IMAS et attendent l'approbation définitive et formelle de la commission compétente des Nations Unies. Une partie du travail IMAS sur le déminage mécanique a été intégrée dans l'étude technique des IMAS déjà existantes.

28. Le **Programme de diffusion des IMAS** a encadré les activités suivantes au cours de la période examinée:

- a) Tenue d'un cours d'une semaine pour le programme national d'action antimines au Chili en novembre;
- b) Ebauche de la publication « Guide to IMAS », un document succinct relatif aux IMAS destiné à faciliter leur adoption et la mise en œuvre. Cette publication sera disponible en février 2004;
- c) Des séances d'informations ont été organisées au sein
  - i. du « NATO EOD Staff Officers Course UK » en juin, sur demande du Gouvernement britannique;
  - ii. du « PFP Mine Action Course Ukraine » en juin, sur demande du Gouvernement ukrainien;
  - iii. du « Cranfield Mine Action Senior Management Course ».

29. Le processus d'**examiner les normes nationales** a pour but d'aider les programmes d'action antimines en élaborant leurs propres normes nationales par l'adaptation d'IMAS. Le projet consiste à examiner les normes nationales, l'identification des différences entre IMAS et les normes nationales, l'analyse des raisons/barrières de différences et l'identification d'un processus servant à minimiser celles-ci ainsi que la production d'un manuel IMAS pour l'utilisateur. Le CIDHG aide des programmes nationaux tout au long de ce processus en fournissant des briefings, en organisant des visites et des séances d'informations et en attribuant une équipe de conseil et de révision. La préparation d'un guide complet pour le développement de normes nationales est achevée et ce document a été envoyé en Afghanistan, en Irak, au Laos et au Sri Lanka.

30. Le Gouvernement britannique met à disposition le financement pour ces activités relatives à IMAS.

#### *DIFFUSION D'INFORMATIONS TECHNIQUES*

31. Le Centre entretient un **catalogue complet sur l'équipement mécanique de déminage**. La version 2003 a pour but de simplifier la tâche des utilisateurs dans leur comparaison entre les différents systèmes en fournissant des informations sur les résultats et les spécifications de la technologie à la disposition de l'action antimines. Ce programme a été requis par UNMAS et est financé par l'Allemagne. La deuxième édition de ce catalogue a été publiée au début 2003 et le travail en vue de l'édition 2004 est en cours.

**Nouvelles publications  
CIDHG sur les informa-  
tions techniques en 2003  
(en anglais):**

Mechanical Demining Equip-  
ment Catalogue 2003  
(ISBN 2-88487-008-3)

Metal Detector Catalogue  
2003  
(ISBN 2-88487-009-1)

32. Le Centre a également publié la première édition du **catalogue des détecteurs de métaux**. Cette publication explique les fonctions opérationnelles des détecteurs de métaux et décrit les spécifications techniques. Le choix des détecteurs présentés dans ce catalogue reflète le large éventail des détecteurs disponibles sur le marché de l'action antimines. Ce recueil d'informations est également disponible en CD-ROM et sur le site internet du CIDHG. Ce projet a également été financé par l'Allemagne. La prochaine édition est déjà en cours d'élaboration.

33. IMAS 10.10 mentionne que tous les démineurs devraient être couverts par une assurance. Néanmoins, le type et le degré de couverture parmi les programmes d'action antimines varient grandement. Le but de l' « **Insurance Study** » est de fournir des conseils et des informations aux programmes de terrain relatifs aux options de l'assurance et de la façon d'obtenir le meilleur arrangement pour les programmes eux-mêmes et leurs démineurs. L'étude se concentrera également sur la responsabilité publique et l'assurance de responsabilité résiduelle. Des questionnaires ont été distribués aux démineurs, aux programmes et aux assurances. Le document final devrait être complété à temps pour la septième réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage en mars 2004. L'étude a été requise par UNOPS et est financée par le Royaume-Uni.

34. Le processus d'amélioration de la **base de données relative aux accidents de déminage** a été examiné et un projet de « systématisation » du processus est en cours. Ce projet a pour but d'établir un système d'examen et d'analyse des accidents conjointement avec UNMAS. La base de données relative aux accidents de déminage a été modifiée pour améliorer son utilisation et son accès. Le processus de récolte des informations relatives aux accidents de déminage et autres incidents entre 2002 et 2003 est en cours. Ce projet est financé par le Royaume-Uni.

35. Dans le but de faciliter la compréhension des résultats d'études, le CIDHG est en train de préparer quatre films sur les chiens détecteurs de mines et le matériel mécanique de déminage. Ces films compléteront les études respectives et fourniront des informations aux personnes intéressées. Ces films seront disponibles en 2004.

## SOUTIEN TECHNIQUE ET FORMATION

### *CHIENS DETECTEURS DE MINES (MDD)*

36. Il est reconnu que certains animaux possèdent un sens de l'odorat développé. L'animal le plus couramment utilisé pour la détection de mines est le chien. L'utilisation des chiens détecteurs de mines (Mine Dog Detection, MDD) est devenue une méthode universelle et plus de 25 organisations réparties dans le monde l'utilisent. MDD peut être un instrument rapide et efficace si utilisé correctement. Néanmoins, l'utilisation d'animaux pour la détection par l'odorat est complexe et difficile. Le passé a démontré que l'utilisation de chiens peut devenir une charge coûteuse et frustrante au-delà de ce que les organisations de déminage sont prêtes à investir. En outre, l'absence d'une base commune de connaissances a fait que des organisations de déminage n'étaient pas d'accord du tout sur la façon de dresser et d'utiliser les chiens et les chiens détecteurs de mines ont été discrédités lorsque les attentes n'ont pas été satisfaites. Pour cette raison, le CIDHG a lancé son propre programme MDD en 2000. Dans un effort commun avec différents participants utilisant des chiens détecteurs de mines, le Centre a développé le premier IMAS pour MDD et réalisé des recherches importantes en vue des normes et des améliorations à apporter relativement à l'utilisation des chiens détecteurs de mines.

37. Des éléments clés du programme MDD du Centre sont :

- a) le programme MDD en Afghanistan, étant donné que ce pays compte presque la moitié des chiens détecteurs de mines dans le monde;
- b) le système de détection olfactive à distance des explosifs (Remote Explosive Scent Tracing, REST) qui comprend la succion des poussières à travers des filtres, poussières qui sont ensuite analysées par des animaux spécialement entraînés (rats inclus);
- c) IMAS et MDD et leurs directives correspondantes;
- d) recherche sur les conséquences de l'environnement (voir également paragraphe 60 ci-dessous).

38. **Le Comité de soutien à l'application des normes** (MDD Standards Implementation and Support Committee, SISC) a pour but d'aider les autorités responsables de la lutte antimines, les centres de lutte antimines et les organisations de déminage par la mise en œuvre des normes et directives internationales pour les chiens détecteurs de mines. Le SISC a organisé trois réunions au cours de la période examinée durant lesquelles des programmes de formation ont été préparés et des missions sur le terrain planifiées. En outre, un programme de formation a été mis en œuvre en Afghanistan en octobre. Ce projet est financé par des contributions en faveur du programme de recherche MDD émanant de la Norvège, de la Suède, du Royaume-Uni, des États-Unis et de UNMAS.

39. Au cours de la période examinée, l'équipe d'experts MDD du CIDHG a réalisé une série de missions d'assistance opérationnelle:

- a) A la demande d'UNMAS, le Centre a réalisé une **mission au Soudan** en janvier/février. Cette mission avait pour but d'aider à développer et préparer des tests et des accréditations de procédure sur le terrain pour les chiens détecteurs de mines. Ce projet a été financé par des contributions au Programme de recherche CIDHG MDD émanant de la Norvège, de la Suède, du Royaume-Uni, des États-Unis et de UNMAS;
- b) A la demande de NPA (Norwegian People's Aid), le CIDHG a commencé à fournir un soutien technique régulier au **Programme REST de NPA en Angola**. Ce soutien, qui comprend une série de missions sur le terrain et le déploiement temporaire de membres de l'équipe d'experts MDD, a pour but de permettre au programme de NPA de devenir totalement opérationnel d'ici la fin 2004 et de favoriser les recherches du Centre dans cette région;
- c) A la demande conjointe de SIDA (Swedish International Development Agency) et de CMAC (Cambodian Mine Action Centre), le CIDHG a lancé un programme d'évaluation du **programme de déminage de CMAC** en se concentrant en particulier sur les chiens détecteurs de mines. Cette tâche se répartira sur une période de trois ans.

40. Le livre intitulé « **Mine Detection Dogs – Training, Operations and Odour Detection** » a été publié en juin. Il comprend

- a) une analyse de la théorie soutenant le dressage des chiens détecteurs de mines, se basant sur l'expérience pratique;
- b) une présentation de concepts de dressage qui ont connu du succès, tels que le programme de socialisation pour les chiots, le

**Nouvelle publication du CIDHG sur les chiens détecteurs de mines en 2003 (en anglais):**

Mine Detection Dogs – Training, Operations and Odour Detection  
(ISBN 2-88487-007-5)

- dressage expérimental de chiens par l'utilisation de la méthode de détection olfactive à distance des explosifs (REST) ainsi que le dressage des chiens pour la détection des fils-pièges;
- c) les grandes lignes des qualifications nécessaires à l'organisation du dressage;
  - d) un examen des programmes spéciaux, comme le système Mechem REST de détection des explosifs et des drogues et le projet belge APOPO sur les rats;
  - e) une analyse de la théorie et de la pratique de la détection olfactive.

Ce projet a été financé par l'Allemagne, les Etats-Unis, la Norvège, le Royaume-Uni, la Suède et UNMAS.

*FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET SENSIBILISATION AUX DANGERS DES MINES*

41. Conformément aux résultats provenant de l'évaluation qui a été menée en juillet 2002 à l'Observatorio de Minas Antipersonal in Colombia, le Centre

- a) a conduit un **“cours de sensibilisation aux dangers des mines pour les employés”** en janvier à Bogotá. Ce cours a connu un franc succès tant en qualité de participation que de compétence;
- b) a mis à disposition un **“cours de sensibilisation aux dangers des mines pour les employés”** en juillet. Ce cours a été conçu pour offrir une formation plus approfondie et précise à un groupe sélectionné d'interlocuteurs et d'opérateurs.

42. Les activités consécutives découlent de l'intention de l'Observatorio de développer la formation au niveau des 17 Départements, de développer l'interactivité et la coordination avec les organisations participantes et d'établir une stratégie de communication universelle. En décembre, le CIDHG a accompli une mission d'évaluation du programme en Colombie. Les résultats étaient mitigés et une stratégie de suivi est en cours de discussion. Cette activité est financée par des contributions émanant de l'Italie, de la Suède, de la Suisse, du Royaume-Uni et de privés.

43. La publication intitulée **« The Role of the Military in Mine Action »** examine l'utilisation d'organisations militaires, tant internationale que locale, pour toutes les formes de déminage humanitaire. L'étude s'achève sur une série de conclusions et de recommandations destinées à l'utilisation générale militaire ainsi qu'à l'utilisation spécifique de militaires locaux et de militaires en visite (comprenant aussi les soldats de la paix). Des séances d'informations relatives aux résultats de l'étude ont été présentés au cours de la 5<sup>ème</sup> Assemblée des États parties à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, à l'OTAN, et à la Cranfield University. L'étude a été réalisée à la demande d'UNMAS et a été financée par le Royaume-Uni, la France et UNMAS.

**Nouvelles publications du CIDHG sur les facteurs socio-économiques et sensibilisation aux dangers des mines en 2003 (en anglais):**

The Role of the Military in Mine Action  
(ISBN 2-88487-013-X)

Developing Mine Action Legislation – A Guide  
(ISBN 2-88487-019-9)

Aussi disponibles en

- arabe (ISBN 2-88487-020-2)
- espagnol (ISBN 2-88487-018-0)
- français (ISBN 2-88487-017-2)
- russe (ISBN 2-88487-019-9)

44. L'étude « **Developing Mine Action Legislation – A Guide** » identifie les éléments principaux qui devront être ajoutés aux législations d'action antimines nationales et aux questions qui devront être prises en considération dans sa préparation. Des guides en arabe, espagnol, français et russe sont également disponibles. Un module de formation séparé visant à soutenir les résultats de l'étude a également été créé et il sera utilisé en Ethiopie, en Iraq ainsi qu'avec les chefs des conseillers techniques PNUD de différents pays. Ce projet a été requis par le PNUD et financé par le Royaume-Uni.

#### *APPLICATION TECHNOLOGIQUE*

45. Le « **Technology Officer Project** », qui a été lancé en novembre, a pour but de mettre à disposition un lien technique entre les utilisateurs, les instigateurs et les donateurs dans le but d'aider à l'introduction de nouvelles technologies à la communauté d'action antimines et de maintenir une surveillance sur des technologies potentielles susceptibles d'être utilisées pour des opérations de déminage. Ce projet est financé par le Canada pour une durée de trois ans.

#### *ACTIVITES DE CONSEIL*

46. Au cours de la période examinée, le CIDHG

- a) a contribué aux travaux du groupe de travail CEN 126 de l'Union européenne. Au cours des six mois de la période de présidence de SWEDEC, le CIDHG a fourni des conseils relatifs au test et à l'évaluation d'équipement mécanique de déminage et au développement d'un accord CEN relatifs à des articles de test pour des machines mécaniques de déminage;
- b) a participé, sur la demande de l'ONG irlandaise "Pax Christi", à une réunion à Dublin sur les débris explosifs de guerre, où les résultats des récents documents sur ces débris (voir paragraphe 80 ci-dessous) ont été présentés;
- c) a participé à la conférence de l'Union européenne de déminage UEDEM 2 et a fait trois présentations;
- d) a mené une mission d'évaluation en octobre pour examiner la destruction des stocks des mines antipersonnel pour le Bangladesh et la justesse de l'aide de financement sur la demande du Gouvernement canadien;
- e) a conduit des discussions sur les débris explosifs de guerre et sur les mines autres que les mines antipersonnel (Mines Other Than Anti-Personnel Mines, MOTAPM) avec les gouvernements australien et néo-zélandais en août et en septembre.

#### *EVALUATION*

47. Le Gouvernement allemand a demandé au Centre de procéder à l'évaluation de cinq projets financés par l'Allemagne en Angola, au Cambodge et au Laos. Les rapports définitifs et les débriefings correspondants ont été mis à la disposition du Gouvernement allemand en octobre.

48. Sur la demande de NPA, le CIDHG a procédé à l'évaluation

- a) en mars du programme d'action antimines de NPA en Bosnie. L'évaluation a pris en considération les procédures internes de NPA, le système de qualité et les procédures de documentation post-déminage. Une série de recommandations a été transmise à NPA pour améliorer ses opérations.
- b) de la totalité du programme NPA en Angola. Cette évaluation a été requise par NORAD (Norwegian Agency for Development), un des donateurs clé de NPA en Angola.

49. A la requête de UNMAS et UNMACA, le CIDHG s'est lancé dans la validation du « Mechem Explosive Drug Detection System » (MEDDS), utilisant le concept REST (détection olfactive à distance des explosifs), pour un déminage intensif des routes et la reconstruction en Afghanistan. Le travail de terrain a été achevé et le rapport final remis à Mechem et UNMAS. Le CIDHG poursuivra l'assurance qualité de cet important projet.

#### DEPLOIEMENTS

50. Le CIDHG a envoyé son Directeur des Opérations à Bagdad dans le but de fournir un soutien à un cours d'action antimines pour l'autorité nationale d'action antimines iraquienne. Ce déploiement a eu lieu en juillet.

#### INFORMATIONS GENERALES

51. « **Le Guide de la lutte antimines** » a été publié en anglais en septembre. Son but est de procurer les bases des aspects clé de l'action antimines destinées aux diplomates, donateurs, praticiens et étudiants. Cet ouvrage donne un aperçu des réalités actuelles dans le secteur de l'humanitaire qui est en rapide évolution. Il constitue une source d'informations qui peut aider à la prise de décision, à l'élaboration de programmes et à la recherche. Cette publication a été financée par le Gouvernement suisse.

L'ouvrage "A Guide to Mine Action" a été publié en anglais (ISBN 2-88487-021-0).

Les versions en arabe, espagnol, français et russe seront disponibles dans le courant de l'année 2004.

52. Un cours de formation de deux jours intitulé « **Introduction to Mine Action** » a eu lieu à la fin octobre en tant qu'élément du Partenariat pour la Paix de l'OTAN, impliquant douze pays et un représentant des Nations Unies. Ce cours avait pour but de donner des connaissances à des fonctionnaires nouvellement impliqués dans les questions de mines terrestres. Les participants de différents pays ont été familiarisés aux cinq éléments de l'action antimines et aux questions d'actualité.

#### REUNION INTERNATIONALE DES DIRECTEURS ET CONSEILLERS DE PROGRAMMES DE DÉMINAGE

53. La 6<sup>ème</sup> Réunion internationale des directeurs et conseillers de programmes de déminage, qui a été organisée par UNMAS, a eu lieu en mars dans les locaux

du CIDHG. Cette réunion a vu la participation de représentants de 24 pays affectés par la présence de mines sur leur territoire, des organismes des Nations Unies, de la Banque Mondiale, la Commission Européenne, des ONG et des observateurs. Les 203 participants ont échangé leurs points de vue sur les stratégies actuelles d'action antimines, ont discuté de sujets tels que la planification de stratégies et la fixation de priorités, l'intégration de la lutte antimines dans les processus de maintien de la paix, la planification de programmes humanitaires et de développement et la coordination sur le terrain entre les gouvernements, les Nations Unies et les ONG.

54. La réunion a également offert aux pays donateurs la possibilité de rencontrer et de discuter des solutions directement avec les directeurs de programmes en charge des programmes d'action antimines dans les pays affectés par la présence de mines sur leur territoire.

55. En plus de sa contribution technique et logistique, le CIDHG a également couvert les frais de voyage et d'hébergement de 44 participants émanant de 24 programmes nationaux de lutte antimines supportés par les Nations Unies. Le Centre a également parrainé la participation de onze délégués qui ont pris part à une séance d'information organisée par l'UNICEF et qui a eu lieu à Genève la semaine précédant cette réunion.

#### **ACTIVITES DE RECHERCHE**

56. Le Centre a continué d'entreprendre une série de projets de recherche avec pour but d'améliorer la qualité et de faire en sorte que la lutte antimines soit plus sûre et plus efficace. Les résultats de ces projets de recherche constituent la base pour des recommandations et directives spécifiques pour la diffusion sur le terrain sous la forme de manuels spéciaux, de cours de formation, etc.

#### DEMINAGE

57. **L'étude relative à l'équipement mécanique** a pour but d'établir l'efficacité et le coût-efficacité de l'équipement mécanique de déminage ainsi que l'utilisation la plus appropriée des machines. Une série d'études de cas et de missions a été menée dans des pays affectés par la présence de mines sur leur territoire. Un modèle informatisé de coût-efficacité et de comparaison a été mis au point et envoyé à un petit groupe d'experts pour évaluation. Le travail de recherche est achevé et le rapport est en voie de conclusion. Celui-ci comprend des éléments tels que des directives pour blindage, l'évaluation des risques, les démarches tendant au déminage total, la réduction de la superficie minée et la préparation du terrain. L'étude a été requise par UNMAS et financée par la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède. Les conclusions finales seront disponibles début 2004.

58. **L'étude sur le déminage manuel** a pour but de souligner l'efficacité et le coût-efficacité du déminage manuel. Les termes du mandat de l'étude sont en cours de préparation et le groupe consultatif se rencontrera début 2004 pour les avaliser. Le plan de travail prévoit une série d'études de cas et de missions qui devront être réalisées en 2004. Cette étude a été requise par UNMAS et financée par la Finlande et le Royaume-Uni. Les conclusions finales sont prévues pour fin 2004.

## CHIENS DETECTEURS DE MINES (MDD)

59. **Le projet de chiens détecteurs de mines en Afghanistan** a pour but de déterminer la fiabilité des chiens détecteurs de mines utilisés en Afghanistan par rapport aux différents types de mines et sous différentes conditions (p.ex. conditions climatiques, profondeur). Le travail de recherche sur le terrain a été achevé en 2003 et les résultats définitifs seront disponibles au printemps 2004. Ce projet a été requis par UNMAS et financé par la Finlande, les Nations Unies, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède.

60. Dans le cadre du **projet d'essais effectués avec des Drever suédois**, le CIDHG est en train d'analyser les aptitudes de cette race. Celle-ci a été identifiée dans une étude plus ancienne menée par le Centre comme étant une alternative potentielle étant donné que ces chiens ont une grande aptitude à être utilisés en tant que chiens détecteurs de mines. A la fin 2003, 16 Drevers au total ont été distribués à des organisations sud-africaines et norvégiennes dans le but de socialiser et dresser ces animaux. Des résultats préliminaires ont prouvé que les Drever suédois peuvent devenir de bons chiens détecteurs de mines. Ce projet continuera jusqu'en 2004. Il est financé par des contributions au programme de recherche sur les chiens détecteurs de mines du CIDHG émanant des Etats-Unis, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suède et d'UNMAS.

61. Le **projet d'application de la méthode REST à la réduction de la superficie minée par détection olfactive** vise à établir si cette méthode, déjà utilisée pour le contrôle des routes, peut servir à la réévaluation à la baisse de la superficie minée. Au cours de la période examinée,

- a) le SMRE (Swedish Military Research Establishment) a développé un prototype de filtre pour REST ayant pour avantage qu'il peut être analysé tant par les animaux que par la chromatographie des gaz;
- b) le travail de recherche sur des alternatives aux filtres et les procédures d'échantillonnage continuent;
- c) une analyse des facteurs météorologiques pouvant influencer le processus d'échantillonnage a commencé, démontrant une importante corrélation entre les facteurs météorologiques et la qualité des filtres.

Ce projet est financé par la Norvège, le Royaume-Uni et la Suède.

62. Le **projet REST avec des rats** vise à déterminer si ces animaux sont aussi aptes, voire plus aptes que les chiens, à analyser les filtres REST. Les résultats provisoires indiquent que les rats réussissent au moins aussi bien que les chiens à détecter une faible concentration d'odeurs. Des tests sur le terrain menés au Mozambique ont montré des résultats encourageants. Les conclusions finales seront disponibles au printemps 2004. Ce projet est financé par la Norvège et la Suède.

63. Le **projet sur le taux de décomposition des mines et sur un modèle informatisé** vise à déterminer le taux de suintement de 30 types de mines terrestres différents. Les résultats apporteront un élément important aux recherches en cours sur la prévision des effets des facteurs environnementaux sur les vapeurs dégagées par les mines terrestres à la surface du sol. De plus, un modèle informatisé est en cours de mise au point. Les conclusions finales de ces études

sont attendues vers fin 2004. Ce projet est financé par des contributions en faveur du Programme MDD du CIDHG émanant des Etats-Unis, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suède, d'UNMAS.

#### FACTEURS SOCIO-ECONOMIQUES ET SENSIBILISATION AUX DANGERS DES MINES

64. L'étude intitulée « **The Role of Indigenous Organisations in Mine Action** » se concentre sur les facteurs nécessaires à la création des conditions idéales pour la formation d'ONG locales de lutte contre les mines ou de sociétés commerciales dans les pays affectés par la présence de mines sur leur territoire. Le projet est en voie d'achèvement. L'étude sera publiée au printemps 2004. Cette étude a été requise par UNMAS et financée par l'Italie, le Royaume-Uni et UNMAS.

65. L'étude « **Global Response Study** » a pour but de souligner les questions relatives au succès de l'action antimines, sur les leçons apprises, sur les défis du futur etc. La première étape de cette étude est sur le point d'être achevée et le compte-rendu historique détaillé sera mis en circulation en février 2004 pour être commenté et analysé. Cette étude est financée par le Royaume-Uni et les conclusions finales sont attendues pour fin 2004.

66. L'étude « **Study of Capacity Development in Mine Action** » s'occupera du développement des capacités indigènes en terme d'action antimines. Les conditions de cette étude ont été examinées par le groupe consultatif d'étude en novembre. Le recrutement de chercheurs est en cours et le travail de terrain devrait commencer en février 2004. L'étude a été requise par le PNUD et financée par le Royaume-Uni.

#### ÉVALUATION

67. **L'étude sur l'évaluation des programmes de terrain** établira un cadre général et une méthodologie type pour les évaluations sur le terrain, destiné à l'usage interne du CIDHG et d'autres institutions. Tout en tenant compte de la diversité de tous ces programmes, ce cadre permettra une approche plus formelle de l'évaluation, facilitant ainsi les activités de suivi ainsi que la comparaison entre les programmes. Un rapport initial sur les méthodologies d'évaluations générales a été ébauché. A la fin du mois de mai, un spécialiste de l'évaluation a commencé à développer des méthodologies appropriées pour l'évaluation en matière d'action antimines. Un premier manuel sur l'évaluation de l'action antimines a donc été rédigé et sera perfectionné lors d'un séminaire de formation relatif à l'action antimines qui aura lieu au CIDHG en février 2004. A la suite de ce séminaire, les méthodologies d'évaluation avalisées seront testées par les activités d'évaluation conduites par le CIDHG avant l'achèvement de l'étude. Ce projet est financé par le Royaume-Uni.

#### SOUTIEN DES INSTRUMENTS DU DROIT INTERNATIONAL

68. Le CIDHG soutient la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel selon le mandat accordé par les États parties en septembre 2001 qui comprend la préparation et le soutien de réunions, l'offre d'un service professionnel et in-

dépendant de conseil et d'assistance et la mise à disposition d'une banque de données de documentation et de ressource.

69. Le Centre fournit également une contribution technique indépendante dans les efforts internationaux de minimiser les souffrances humaines causées par les armes et/ou les des débris de guerre qui est couvert par le travail continu de la CCW.

#### UNITE D'APPUI A L'APPLICATION DE LA CONVENTION

70. L'Unité d'appui à l'application de la Convention a fourni ses services, entre autres, au Président belge de la 4<sup>ème</sup> Assemblée des États parties ainsi qu'à la Thaïlande dans sa fonction de Président de la 5<sup>ème</sup> Assemblée des États parties. Ces services comprenaient notamment l'assistance du responsable de l'Unité, sur demande du Président, en qualité de directeur de coordination du Président lors de la 5<sup>ème</sup> Assemblée. L'Unité a continué d'assister le Président thaïlandais dans sa fonction de Président du Comité de coordination en lui apportant assistance dans les préparations et le suivi des réunions du Comité de coordination.

71. Par rapport au programme de travail intersession, l'Unité a assisté les Coprésidents pour la préparation de toutes les réunions des Comités permanents et a fourni un soutien aux États parties dans leur rôle d'hôte de conférences régionales. Ces conférences serviront de référence pour les différentes régions en vue de la préparation du Programme de travail intersession.

72. L'Unité a offert son soutien au Président désigné et au pays d'accueil de la 1<sup>ère</sup> Conférence d'examen qui aura lieu en novembre 2004 avant les préparations relatives à cet événement majeur. En mettant à disposition ce soutien, l'Unité a travaillé étroitement avec le bureau du Département des affaires de désarmement à Genève.

73. En soutien et à la demande des Coprésidents, des coordinateurs de groupes de contact et d'États parties individuels, l'Unité a continué d'initier de la recherche et de préparer des documents d'information sur différents aspects des statuts de la Convention. En outre, en réponse à une demande des Coprésidents d'un Comité permanent, l'Unité a préparé une bibliographie des documents retenus par l'Unité au sujet de la destruction des stocks.

74. Le nombre des États parties de toute grandeur et de toute nature qui sont devenus donateurs au fonds d'affectation spécial de l'Unité a continué de croître au cours de la période examinée lorsque la République Tchèque est devenue le 16<sup>ème</sup> État partie apportant une contribution au fonds. En outre, en 2003, des contributions sont parvenues de l'Allemagne, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la Croatie, de l'Islande, de l'Italie, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède et de la Thaïlande.

#### CENTRE DE DOCUMENTATION

75. Dans le but de faciliter l'accès aux versions écrites du matériel déposé dans le centre de documentation pour les États parties et les autres acteurs pertinents, le CIDHG a continué de publier les informations relatives au Programme de travail intersession, aux réunions des États parties et aux préparations pour

la 1<sup>ère</sup> Conférence d'examen sur le site web du Centre d'une manière plus efficace. Par exemple, toutes les déclarations faites lors de l'échange de vues générales au cours de la 5<sup>ème</sup> Assemblée des États parties sont disponibles sur le site [www.gichd.ch/5msp](http://www.gichd.ch/5msp) et un site web indépendant a été créé pour la 1<sup>ère</sup> Conférence d'examen à l'adresse [www.reviewconference.org](http://www.reviewconference.org).

76. Le Gouvernement italien a pris en charge les coûts de l'établissement lancement de ce centre de documentation.

#### SOUTIEN POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL INTERSESSION

77. Le Centre a continué son soutien traditionnel pour le programme de travail intersession créé par les États parties à la Convention en accueillant des réunions des Comités permanents et leurs services correspondants:

- a) La session de février des Comités permanents, qui a eu lieu entre le 3 et le 7 février, a vu – pour la première fois – plus de 500 participants.
- b) Les réunions de mai (12 – 16 mai) des Comités permanents ont vu la participation de 465 personnes.

#### PROGRAMME DE PARRAINAGE

78. Le Centre a continué d'administrer le Programme de parrainage pour le compte du Groupe des donateurs. Le but de ce programme est de soutenir une participation étendue aux réunions relatives à la Convention. Au cours de la période examinée, trois programmes se sont déroulés:

- a) Le programme de février qui a réuni 69 délégués et orateurs invités émanant de 54 pays affectés par la présence de mines sur leur territoire qui ont participé aux réunions des Comités permanents;
- b) Le programme de mai qui a vu la participation de 75 délégués et orateurs invités provenant de 51 pays;
- c) Le programme de septembre qui a permis à 76 délégués de 56 pays de participer à la 5<sup>ème</sup> Assemblée des États parties à Bangkok.

79. Le Groupe des donateurs est constitué de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse. L'Australie, le Danemark et l'Irlande ont rejoint le groupe en 2003.

#### TRAVAIL DANS LE CADRE DE LA CCW

80. A la demande du Coordinateur sur les débris explosifs de guerre (Explosive Remnants of War, ERW) dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW), le Centre a préparé deux documents supplémentaires:

- a) Le document « Explosive Remnants of War – Warnings and Risk Education » dé-

**Nouvelles publications du CIDHG sur les débris explosifs de guerre en 2003 (en anglais) :**

Explosive Remnants of War – Warnings and Risk Education (ISBN 2-88487-010-5)

Explosive Remnants of War – Information Requirements (ISBN 2-88487-011-3)

finit les problèmes et les meilleures pratiques pour proposer des avertissements et une formation en matière de risque et a été financé par la Norvège, la Nouvelle Zélande et le Royaume-Uni.

- b) Le document « Explosive Remnants of War – Information Requirements » a été financé par le Canada, la Nouvelle Zélande et le Royaume Uni.

81. Le CIDHG a fourni un soutien et des conseils techniques aux trois réunions du groupe des experts gouvernementaux au sein de la CCW, traitant des débris explosifs de guerre et des mines autres que les mines antipersonnel (Mines Other Than Anti-Personnel Mines, MOTAPM). Au sein de ces activités, le CIDHG a également présidé deux réunions du groupe d'experts militaires sur les MO-TAPM et a fait une présentation sur les mines dispersables.

82. En outre, le CIDHG a

- a) organisé, conjointement avec UNMAS et l'armée suisse, une démonstration de mines terrestres et de techniques de déminage pour les délégués à la réunion CCW du 24 juin;
- b) participé à un symposium au sujet des débris explosifs de guerre à la demande du gouvernement britannique. La réunion a vu la participation de représentants directeurs des nations clés impliquées dans les négociations des débris explosifs de guerre au sein des Nations Unies et a constitué une opportunité précieuse pour la présentation des conclusions des rapports susmentionnés.

83. Les activités du CIDHG dans le cadre du CCW ont reçu des contributions du Canada, de la Norvège, de la Nouvelle Zélande et du Royaume-Uni.

## **DIRECTION ET ORGANISATION**

### CONSEIL DE FONDATION

84. Le Conseil de fondation a tenu sa première réunion de l'année 2003 le 23 mai au cours de laquelle il a approuvé le Rapport Annuel 2002 ainsi que les comptes du Centre pour cette année. En outre, le Conseil a été mis au courant des conclusions de l'étude du Centre sur l'utilisation de l'armée dans l'action antimines.

85. La deuxième réunion du conseil a eu lieu le 12 décembre. Le Conseil a approuvé le budget du Centre pour 2004 et a été mis au courant des activités du Centre en général ainsi que dans le domaine des IMAS.

### CONSEIL CONSULTATIF

86. Le Conseil consultatif s'est réuni le 17 octobre et a passé en revue son fonctionnement. Dans une seconde phase, les membres ont discuté de quelle ma-

Sous la présidence de M. Cornelio Sommaruga, le **Conseil de fondation** réunit 23 membres représentant l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Cambodge, le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, les Pays-Bas, l'Italie, le Japon, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la République et Canton de Genève.

Le **Conseil consultatif** réunit treize personnes éminentes actives à différents niveaux de la communauté internationale d'action antimines. Le Conseil est présidé par le Directeur du Centre et se réunit une fois par année pour partager des points de vue et des expériences.

nière la production du Centre influence le travail des ONG et des façons d'améliorer le soutien du CIDHG en faveur des ONG. Enfin, le Conseil a fourni des conseils sur les activités d'évaluation du Centre.

#### ACCORDS SUR LE STATUT ET SUR LA COOPERATION

87. Le 25 février, l'«Accord entre le Conseil fédéral suisse et le Centre International de Déminage Humanitaire – Genève relatif au statut du Centre en Suisse» a été signé. Par ce document, le Gouvernement suisse, entre autres, confirme l'indépendance du Centre, accorde l'immunité aux membres du Conseil de fondation et au personnel du Centre lors de leur travail pour le Centre et garantit l'inviolabilité des archives, documents, données, etc., où qu'ils soient déposés en Suisse.

88. Le 17 juin, le CIDHG a conclu un accord de coopération avec l'École Supérieure et d'application du génie d'Angers. Cet accord favorise la coopération déjà existante entre les deux organisations dans les domaines de la gestion de l'information (particulièrement IMSMA), de la sensibilisation aux dangers des mines et de la traduction. D'autres coopérations peuvent se réaliser dans les domaines de la formation, de la recherche et de l'échange d'experts et d'expertise.

89. Le 2 octobre, un accord de partenariat entre le Gouvernement suédois et le CIDHG a été signé. Cet accord couvre une période de trois ans pendant laquelle le Gouvernement suédois contribuera aux activités du Centre au moyen d'un montant alloué annuellement. La conclusion d'un accord de partenariat accroît la flexibilité et le rythme de réaction du Centre, spécialement en cas de développements inattendus et de situations d'urgence.

#### ORGANISATION INTERNE

90. Au 31 décembre, le Centre comptait 30 (fin 2002: 27) employés permanents, comprenant cinq personnes secondées par les gouvernements allemand, britannique, français, suédois et suisse. Au total, douze nationalités sont représentées au Centre (incluant des employés possédant plus d'une nationalité): Suisse (15 personnes), Royaume-Uni (7), Canada (4), États-Unis (3), Allemagne, Australie, Chili, Colombie, France, Italie, Norvège et Suède.

#### **APERÇU FINANCIER**

##### BUDGET GENERAL

91. Pour les activités relatives à la Stratégie 2003 – 2005, le Centre fait état d'un chiffre d'affaires de CHF 18.2 millions. Ces ressources financières ont été allouées comme suit: 53 % pour le soutien opérationnel, 35 % pour les activités de recherche et presque 2 % pour le soutien fourni au programme de travail intersession de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. La somme restante a été utilisée pour les coûts relatifs à l'administration et la direction.

92. Au cours de la période examinée, le Centre a reçu des contributions d'un montant de CHF 7.9 millions de la Suisse, presque CHF 2.2 millions du Royaume-Uni, plus de CHF 0.7 million de la Suède, plus de CHF 0.6 million de la Norvège et un total de plus de CHF 0.6 million de l'Allemagne, de la Finlande, du Canada, de la République Tchèque, des Pays-Bas, de l'Italie et de la Nouvelle Zélande. En outre, différentes institutions des Nations Unies et du ITF (fonds fiduciaire international) ont contribué à raison d'un total de presque CHF 0.7 million. La somme de presque CHF 0.1 million a été reçue de la part de donateurs privés ou d'autres sources. En outre, un total de CHF 5.4 millions a été reporté de l'exercice précédant. Non inclus dans ces sommes sont les contributions en nature, les détachements des employés du Centre, ou d'autres soutiens provenant directement des projets.

93. Les comptes du Centre pour l'année 2003 font apparaître un solde positif de quelque CHF 6,307.

#### FONDS DU PROGRAMME DE PARRAINAGE

94. Comme indiqué dans le paragraphe 78 ci-dessus, le Programme de parrainage a pour but d'assurer une représentation plus étendue des pays affectés par la présence de mines sur leur territoire et autres pays au sein des activités de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Le Centre gère ce programme ainsi que le fonds du Programme de parrainage pour le compte du Groupe de donateurs. Les comptes se sont clôturés sur un solde positif de CHF 402,178 qui est reporté sur l'année 2004.

#### FONDS D'AFFECTATION SPECIAL DE L'UNITE D'APPUI A L'APPLICATION DE LA CONVENTION

95. Le 31 décembre 2003, le fonds d'affectation spécial de l'Unité d'appui à l'application de la Convention a montré un solde positif de CHF 289,774. Ce montant a été reporté au compte correspondant de l'année 2004.

#### VERIFICATION EXTERNE DES COMPTES

96. Les comptes du Centre pour 2003, ainsi que le fonds du Programme de parrainage et le fonds d'affectation spécial de l'Unité d'appui à l'application de la Convention, ont été vérifiés par PricewaterhouseCoopers, les vérificateurs externes nommés par le Conseil de fondation.

\* \* \*

## Liste des abréviations

AMAE	Albanian Mine Action Executive
ANAMA	Azerbaijan National Agency for Mine Action
CICR	Comité International de la Croix Rouge
CCW	Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination
CEN	Comité Européen de Normalisation
CIDHG	Centre International de Déminage Humanitaire – Genève
CIMIC	Civil-military co-operation
CMAA	Cambodia Mine Action Authority
CMAC	Cambodian Mine Action Centre
EOD	Explosive Ordnance Disposal
EOD-IS	Explosive Ordnance Disposal Information System
ERW	Explosive Remnants of War (Débris explosifs de guerre)
FINUL	Force Interimaire des Nations Unies au Liban
GIS	Geographical Information System
ITF	International Trust Fund
IMAS	International Mine Action Standards
IMSMA	Information Management System for Mine Action
KPCC	Kosovo Civil Protection Corps
maXML	Mine action Extensible Mark-up Language
MARMINCA	Misión de Asistencia para la Remoción de Minas en Centro América
MDD	Mine Dog Detection
MEDDS	Mechem Explosive and Drug Detection System
MINUEE	Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée
MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un referendum au Sahara Occidental
MOTAPM	Mines Other Than Anti-Personnel Mines
NORAD	Norwegian Agency for Development
NPA	Norwegian People's Aid
OEA	Organisation des États Américains
OND	Organisation nationale de déminage
ONG	Organisation non-gouvernementale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PpP	Partenariat pour la Paix
PSO	Peace Support Operation
REST	Remote Explosive Scent Tracing
RSC	Regional Support Centre
SAC	Survey Action Centre
SIDA	Swedish International Development Agency
SISC	Standards Implementations Support Committee (Comité de soutien à l'application des normes)
SWEDEC	Swedish EOD and Demining Centre
UA	Union Africaine
UEDEM	Union européenne en déminage humanitaire
UNFICYP	Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNMACA	United Nations Mine Action Centre in Afghanistan
UNMAS	Service de lutte contre les mines des Nations Unies
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ZTS	Zone temporaire de sécurité

## Liste des publications du CIDHG au 31 décembre 2003

### En anglais

Communication in Mine Awareness Programmes

April 2002, ISBN 2-88487-001-6

Designer Dogs: Improving the quality of mine detection dogs

December 2001

Explosive Remnants of War (ERW) – Information Requirements

May 2003, ISBN 2-88487-011-3

Explosive Remnants of War (ERW) – Undesired Explosive Events in Ammunition Storage Areas (ASA)

November 2002, ISBN 2-88487-006-7

Explosive Remnants of War (ERW) – Warnings and Risk Education

May 2003, ISBN 2-88487-010-5

Guide de la lutte antimines

September 2003, ISBN 2-88487-021-0

Mechanical Demining Equipment Catalogue 2003

January 2003, ISBN 2-88487-008-3

Metal Detectors Catalogue 2003

February 2003, ISBN 2-88487-009-1

Mine Detection Dogs: training, operations and odour detection

July 2003, ISBN 2-88487-007-5

The Development of National Mine Action Legislation – A Guide

August 2003, ISBN 2-88487-014-8

The Role of Mine Action in Victim Assistance

July 2002, ISBN 2-88487-000-8

The Role of the Military in Mine Action

June 2003, ISBN 2-88487-013-X

### En français

Guide pour l'élaboration d'une législation sur la lutte antimines

December 2003, ISBN 2-88487-017-2

### En espagnol

Guía para elaborar una legislación sobre actividades relativas a las minas

Novembre 2003, ISBN 2-88487-018-0

Mejorando la Comunicacion en los Programas de Sensibilizacion contra las Minas - Un Manual Operativo

October 2002, ISBN 2-88487-005-9

### En russe

The Development of National Mine Action Legislation – A Guide *Russian version*

December 2003, ISBN 2-88487-019-9

### En arabe

The Development of National Mine Action Legislation – A Guide *Arabic version*

December 2003, ISBN 2-88487-020-2